

Pourquoi le boycott ne peut se limiter à l'occupation et aux colonies israéliennes

Le chroniqueur israélien Gideon Levy écrit pour *Haaretz* depuis au moins vingt ans, et notamment depuis que je le suis ses écrits ont vivement éclairé la réalité de l'apartheid israélien, en ce qu'il affecte les citoyens palestiniens en Israël, de même qu'à Jérusalem et dans le reste de la Cisjordanie.

Levy dit lui-même qu'il écrit pour « *ré-humaniser les Palestiniens* », et qu'il se concentre sur la façon dont ils sont traités par Israël.

Pourtant, quand il s'agissait de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël lancée par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne, il a maintes fois expliqué pourquoi il ne soutenait pas le mouvement. Il est même allé – à un moment donné – jusqu'à accuser les organisations de la société civile du reste du monde d'avoir une « morale à double langage » dans leur soutien au boycott.

Mais il a écrit en encourageant des actions pour des boycotts, des boycotts sélectifs limités à que l'on appelle les colonies ou à la seule occupation. Le 14 juillet, après sept années à sautiller sur place, Gideon Levy a rédigé une rubrique (1) où il déclare son soutien absolu à un boycott économique d'Israël :

« *Quiconque craint vraiment pour l'avenir du pays doit opter, à ce stade, pour son boycott économique.* »

Et il conclut :

« Il est difficile et douloureux, presque impossible donc, pour quelqu'un d'Israël qui a vécu toute sa vie ici, qui ne l'a pas boycotté, qui n'a jamais envisagé d'émigrer et qui se sent lié à ce pays de tout son être, d'appeler à un tel boycott. Je ne l'ai jamais fait. J'ai compris ce qui motivait le boycott et j'ai pu apporter une justification à de telles raisons. Mais je n'ai jamais prêché pour que d'autres prennent une telle décision. Cependant, avec un Israël qui entre de lui-même dans une nouvelle période de sombre impasse, tant diplomatique qu'idéologique, l'appel à un boycott est nécessaire, c'est l'ultime refuge pour un patriote. »

Distinction « artificielle »

Mais pour moi, ce ne sont pas ses plus intéressantes déclarations. C'est plutôt quand il explique son évolution, passant d'un soutien à l'idée d'un boycott de la « seule occupation » à un soutien au boycott de l'État.

Levy résume l'argument quand il fait référence à Tzipi Livni qui se plaint qu'une politique européenne qui proposerait le boycott des colonies israéliennes ne s'en tiendrait pas là mais se métamorphoserait en une politique pour un boycott complet de l'État (2) :

« La ministre de la Justice, Livni, a déclaré que le discours en Europe est devenu idéologique. Elle sait de quoi elle parle. Elle a dit aussi qu'un boycott européen ne s'en tiendrait pas aux produits fabriqués dans les colonies de Cisjordanie. Il n'y a aucune raison pour cela. La distinction entre les produits de l'occupation et les produits israéliens est un montage artificiel. Ce ne sont pas les colons les premiers coupables, mais plutôt ceux qui cultivent leur existence. Tout d'Israël est plongé dans l'entreprise de colonisation, alors tout d'Israël doit en être tenu responsable, et en payer le prix. »

Ceci est un point particulièrement important dans un contexte

d'appels croissants au cours de ces dernières années visant à limiter un boycott d'Israël à l'occupation et aux colonies, malgré l'ampleur de l'appel de 2005 des Palestiniens, qui vise l'État lui-même.

L'économie de l'occupation

Des écrivains comme Noam Sheizaf et Shir Hever, ainsi que des organisations comme Who Profits, ont documenté les faits qui sous-tendent la logique de Levy concernant le caractère artificiel de la distinction entre produits de l'« occupation » et produits « israéliens ».

Les données mettant en évidence le niveau de rattachement entre occupation/colonies et État heurtent de plein fouet l'argument que beaucoup aux États-Unis mettent en avant en exhortant à des boycotts sélectifs des seules entreprises qui font de l'argent avec les colonies et l'occupation.

Il est tout simplement malhonnête de perpétuer le mythe que les colonies ou l'occupation sont en quelque sorte déconnectées de l'État d'Israël, du gouvernement même qui les finance, les équipe et protège les colonies, qui déploie son armée pour maintenir l'occupation de 1967, et qui discrimine méthodiquement les Palestiniens, lesquels constituent 20 % de ses citoyens.

Boycott culturel et universitaire

Il est important de noter que Levy déclare soutenir le boycott économique, mais il ne parle pas des autres éléments du boycott : culturel et universitaire. Je m'en voudrais de ne pas souligner la complicité des institutions universitaires d'Israël avec le système d'oppression, ou le rôle clairement défini de la culture dans le blanchiment des crimes d'Israël, comme l'a exprimé en 2009 le directeur général adjoint aux Affaires culturelles du ministère israélien des Affaires étrangères, Arye Mekel.

« Nous allons envoyer des romanciers et des écrivains de renom au-delà des mers, des compagnies de théâtres, des expositions », a expliqué Mekel. « De sorte que vous montrerez un plus beau visage d'Israël, et qu'on ne pensera pas à nous uniquement à travers un contexte de guerre ».

On peut espérer simplement que Gideon Levy ne s'écartera pas de la même logique qu'il a utilisée pour conclure qu'un boycott économique est nécessaire, en réfléchissant aux boycotts universitaires et culturels.

Source :
<http://electronicintifada.net/blogs/andrew-kadi/why-boycott-cant-be-limited-only-israeli-occupation-and-settlements>

17 juillet 2013 – traduction : Info-Palestine/JPP

Notes de la traduction :

(1) – L'ultime refuge pour le patriote israélien : le boycott – Gideon Levy – Haarez

(2) – UE : les futurs accords avec Israël ne s'appliqueront pas aux territoires occupés – Barak David – Haaretz

Commission européenne : Les colonies israéliennes en Palestine n'ont aucune validité juridique – Gilles Devers